

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 4 juillet 2016

Vive l'Europe des travailleurs !

Depuis l'annonce des 51,9 % favorables au Brexit (la sortie de l'Union européenne pour la Grande-Bretagne) la panique semblait s'être emparée des médias et des responsables politiques. Aujourd'hui, tout ce cirque semble peu à peu se dégonfler : avant le Brexit, la Grande-Bretagne avait un pied dans l'Union et un pied dehors ; après le Brexit, ce sera... l'inverse ! En effet, hommes d'affaires et gouvernants britanniques et européens se donnent au moins deux ans pour négocier les conditions de cette sortie, c'est-à-dire de nouveaux accords commerciaux. La grande bourgeoisie anglaise et ses financiers de la City sont avant tout préoccupés de conserver leur accès au marché européen, et tout sera fait sur mesure pour qu'ils soient satisfaits.

Le piège du repli national

Ce qui est vraiment préoccupant, c'est le climat nauséabond de repli nationaliste, voire de racisme, qui s'est installé à la faveur de ce vote. C'est uniquement pour concurrencer UKIP, l'extrême droite anglaise, sur son propre terrain, que le Premier ministre Cameron avait choisi d'organiser ce référendum... qui lui est retombé sur le nez. On voudrait nous faire croire, en Grande-Bretagne et ailleurs, que tous les problèmes du monde du travail viennent de l'ouverture des frontières et des immigrés.

C'est la carte que joue aussi Marine Le Pen, quand elle réclame des référendums partout en Europe pour rétablir une prétendue « souveraineté nationale ». But de la manœuvre : camoufler la responsabilité du patronat, qui partout licencie et demande aux gouvernements d'attaquer nos droits.

L'austérité, la précarité et les bas salaires ne sont pas imposés de l'extérieur.

Quand un Mélenchon, qui prétend incarner une « gauche de la gauche », se réjouit du vote britannique en prétendant que les licenciements dans la sidérurgie française seraient la faute au « libre échange » permettant « d'importer de l'acier chinois », ou que la loi El Khomri aurait été dictée à Hollande par Angela Merkel, il cultive les mêmes préjugés.

Valls et Gattaz n'ont pas besoin de l'Europe pour vouloir imposer la loi Travail ! Le gouvernement français est bien plus aux ordres du Medef que de Bruxelles.

Par-delà leurs frontières, unissons-nous !

Ces préjugés sont un poison pour les travailleurs, fait pour nous diviser. En réalité, ce sont partout les

mêmes attaques auxquelles les classes populaires sont confrontées. Avec partout des déclinaisons locales de la loi El Khomri. En Italie depuis un an, le Job Act a instauré un CDI avec période d'essai de... trois ans ! En Angleterre, des CDI garantissant... zéro heure de travail par mois sont parfaitement légaux. En Allemagne, ce sont les « jobs à un euro ». En Belgique, les travailleurs se mobilisent en ce moment contre une loi semblable à la loi Travail. Partout les salariés sont logés à même enseigne, sont dans la même galère. Mais ils représenteraient une force colossale s'ils parvenaient à se rassembler contre leurs exploiters et profiteurs. Par-delà les frontières.

Leur Europe et la nôtre

En construisant une Europe à leur image, uniquement au service de leurs profits, de leur argent qui circule librement, alors que les réfugiés se heurtent à des frontières extérieures renforcées, qui ont transformé la Méditerranée et la Manche en cimetières, gouvernements et patrons européens dégoûtent une partie de la population de l'idée même d'Europe unie. Et ceux qui prétendent que c'est l'abolition des frontières qui permet aux patrons de mettre les travailleurs en concurrence, pour pratiquer un « dumping social », mentent. Au contraire : les patrons profitent du fait que les travailleurs n'ont pas partout les mêmes droits, conditions et salaires.

La véritable manière de se défendre serait de construire une Europe des travailleurs à notre façon, en entrant en lutte, toutes origines confondues. Une Europe qui ne se construira ni par référendum, ni par aucune autre élection, mais par l'unification de nos luttes communes.

Digest break

Après des années de flirt avec la ligne pour optimiser les chiffres de consommation et de pollution, PSA joue à se faire peur sur les futures normes environnementales. À Carrières comme partout on a eu droit à une heure de messe où il fallait faire semblant de réfléchir sur le sujet.

Les pauses obligatoires à 13h30 c'est l'idéal pour la digestion...

Fraude sur les salaires

Après les normes environnementales, il faudrait aussi que l'on s'inquiète des tentatives de fraudes financières dont PSA serait victime. La direction nous vend une heure de elearning sur le sujet. Sur l'arnaque aux salaires bloqués depuis 2012 pas besoin de formation mais plutôt de mobilisation.

300 € d'augmentation pour tous voilà ce qu'il nous manque !

Se tirer une balle dans le pied ?

Pour 2016, une partie de la PVG, qui est étendue depuis peu à la quasi-totalité des IC, sera basée sur l'atteinte d'objectifs de sous-traitance de la R&D. Pour avoir cette prime, il faudrait donc s'employer à externaliser le plus d'activités possible vers la prestation à un niveau que la chanson ne nous dit pas aujourd'hui. Le document étant inaccessible : une manière de faire open bar ?

C'est la carotte et le bâton. Plus il y aura de sous-traitance, plus la direction de PSA pourra supprimer des postes en interne : la boucle est bouclée.

Être récompensé à virer, quel sale métier !

Succès des débrayages

Jeudi dernier, sur les 3 équipes de Saint-Ouen, environ 110 salariés de l'usine ont débrayé contre le NCS2 deux heures avant la fin d'équipe et n'ont pas repris le travail. En équipe A et B, des AG ont réuni à chaque fois une cinquantaine de personnes, sous le regard de chefs qui tiraient manifestement la gueule.

En revanche du côté ouvrier, c'étaient plutôt la fierté et la satisfaction qui s'exprimaient ! Le lendemain, tout le monde ne parlait que des débrayages de la veille.

De quoi donner des idées sur tous les sites.

Don't worry, les profits seront OK

Rien n'échappe aux fines analyses de Tavares. Vendredi 24, il a commenté à chaud le résultat du référendum anglais. Don't worry, be happy, on prendra les mesures adéquates pour nos activités sur place.

On ne s'en fait pas pour les bénéfices des grosses boîtes. Dans ou hors de l'UE, les chantages à l'emploi resteront les mêmes, les bénéfices se feront toujours pour les mêmes. D'ailleurs, si un des arguments phares des pro-brexit était de transférer l'argent

consacré à l'UE aux hôpitaux, la promesse n'aura tenue que quelques heures. Faudrait pas exagérer non plus !

Patron voyou et mauvais perdant

En mars 2012 PSA fermait le site de Moissy-Cramayel avec 630 ouvriers et salariés sur le carreau qui avaient appris leur sort par voie de presse.

Aujourd'hui seule une trentaine d'entre eux a retrouvé un emploi stable. PSA avait tenté de maquiller les licenciements en rupture à l'amiable. Condamnée en première instance à indemniser les ouvriers, elle n'a pas hésité à faire appel malgré les cacahuètes que représentent pour elle les indemnisations allouées (15 000 € en moyenne). Mercredi dernier une centaine d'entre eux ont fait le déplacement à Paris pour assister au procès en appel.

Une bonne occasion d'exiger des indemnités multipliées par 10. Voilà qui leur ferait les pieds.

PSA, subventionné à nous licencier sur nos impôts

La direction du groupe PSA a avoué le 20 mai dernier avoir été exonérée à hauteur de 196 millions depuis 2013 au titre du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi). Un crédit d'impôts qui mérite bien son nom, car avec 17 000 emplois supprimés sur la même période, c'est comme si PSA avait reçu 11 500 € pour chaque collègue jeté dehors ! Avec l'État actionnaire à 14 %, PSA est en fait subventionné sur nos impôts à licencier en masse.

Gare aux poulets !

On a trouvé les « casseurs » que les médias recherchent après chaque manif : ils sont tout de bleu vêtus, habillés comme des Robocops et frappent comme des brutes. Le journal en ligne Reporterre a publié cette semaine un rapport très documenté sur les violences policières répertoriées pendant les manifestations contre la Loi Travail : pluie de gaz lacrymogène, cortèges coupés délibérément, arrestations brutales, mutilations de manifestants...

Plus que des bavures individuelles, une vraie politique de répression : pour le gouvernement, tous les moyens sont bons pour faire taire le mouvement social.

Une justice au service des puissants

L'affaire Luxleaks avait fait la une des journaux il y a quelques mois : deux salariés d'un cabinet d'audit avaient dévoilé comment les grandes multinationales passaient des accords secrets avec l'État luxembourgeois pour ne pas payer d'impôts. La semaine dernière, la justice a rendu son verdict : coupables ! Pas les politiciens et les groupes capitalistes impliqués dans le scandale bien entendu. Non, le tribunal a condamné à de la prison avec sursis les salariés « lanceurs d'alerte » qui ont osé enfreindre le sacro-saint secret des affaires...